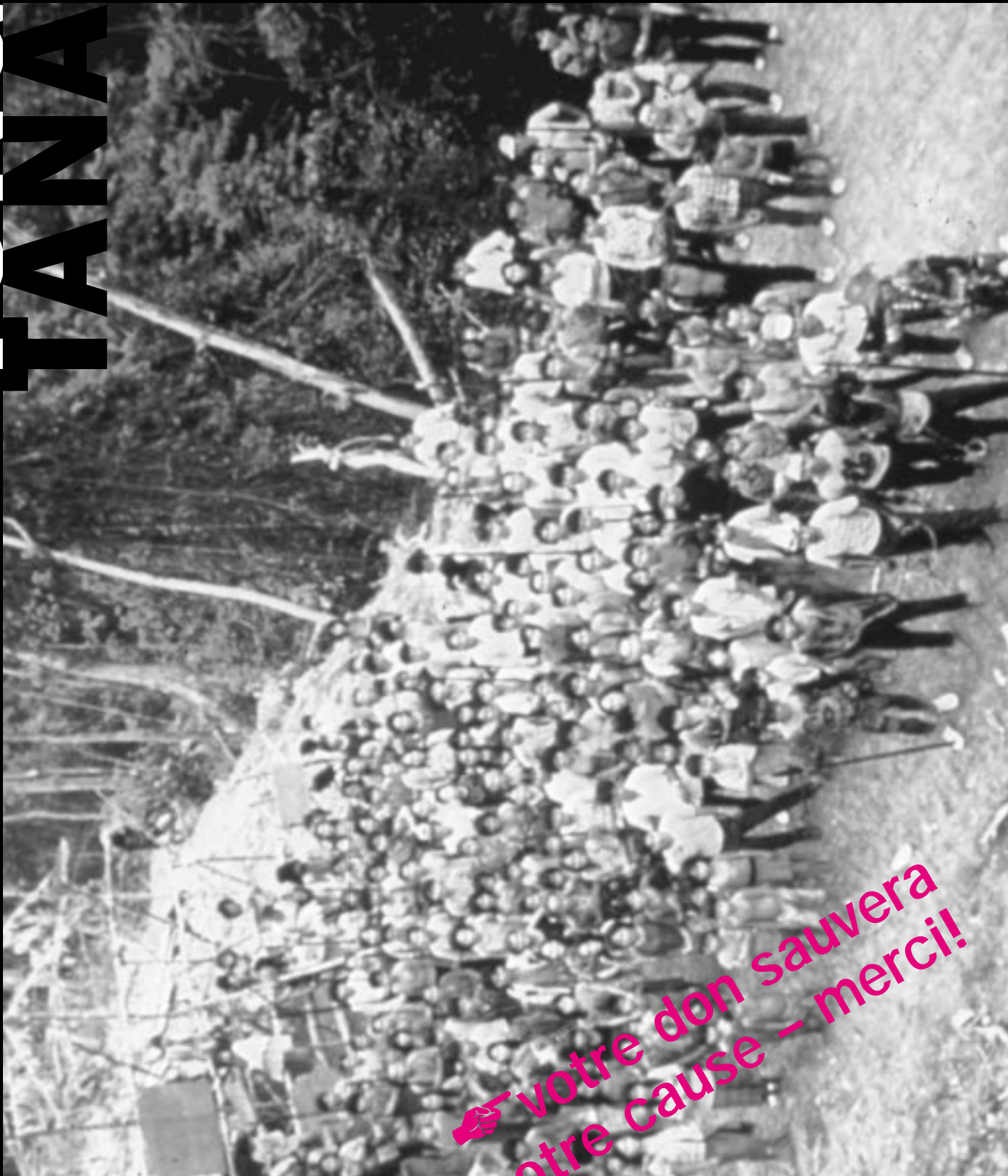


Octobre 2000

Bulletin d'information sur les forêts
vierges, les peuples autochtones et
le commerce du bois

TONG TANA

Bruno-Manser-Fonds



**👉 votre don sauvera
notre cause – merci!**



Les arbres géants se font rare sur Borneo. A l'arrière-plan, plantation d'acacia pour le papier. Photo avril 2000

L'exploitation durable du bois dans la forêt vierge? Un conte à dormir debout!

bm – Il n'existe plus aujourd'hui de forêt vierge (primaire) qu'en des régions reculées ou d'accès difficile, essentiellement sous les tropiques, au Canada et en Russie. Actuellement, l'exploitation durable des forêts secondaires suffirait à couvrir les besoins mondiaux en bois. Néanmoins, plus de 95% des bois tropicaux du marché mondial proviennent encore et toujours des dernières forêts vierges. C'est là seulement que se trouvent les très gros troncs qui garantissent des profits importants. Même des firmes européennes participent directement au massacre des forêts dans des pays tels que le Cameroun, le Congo et le Brésil. Certaines compagnies s'efforcent d'éviter tout dégât inutile et obtiennent pour cela un «écolabel» qui permet de faire croire à une exploitation durable. Mais qu'est-ce qui est durable? Le calcul est à la portée de n'importe quel écolier:

Une firme reçoit l'autorisation d'exploiter une forêt primaire abritant des arbres centenaires et millénaires d'un à deux mètres de diamètre. En 20 ans, elle en extrait tous les «bois durs» (troncs de plus de 60 centimètres de diamètre) qui offrent un intérêt commercial. Puis elle se cherche de nouveaux terrains de chasse. Dans combien de temps cette forêt sera-t-elle à nouveau peuplée de gros arbres millénaires? Sans doute jamais plus!

Les firmes qui pillent les forêts vierges anéantissent pour longtemps tous les superlatifs qui font d'une forêt vierge une forêt vierge: le plus grand volume de bois par hectare, les arbres les plus vieux et les plus gros, la hauteur de la canopée, la quantité de fruits produits, la plus grande diversité en espèces... Pire: dans de nombreux cas, elles détruisent le précieux capital avec les intérêts duquel les peuples forestiers ont vécu des millénaires durant.

Si les interminables palabres sur le développement durable et la protection de la nature ne sont pas rapi-

dement suivis d'actes énergiques et courageux, les merveilles de la Création ne survivront bientôt plus qu'en captivité, tandis que l'humanité se sera elle-même exclue de la Création.

Nous vous remercions très sincèrement de votre soutien! Bruno Manser et son équipe

Sommaire

Editorial, Impressum	2
Sarawak: Nouveaux blocs, nouveau rapport	3
Sarawak : Discussion en forêt	4-5
Sarawak : Initiatives prises par les les indigènes	6-7
Sarawak/Malaisie : Nouvelles	8-9
WWF et EC édulcorent étude	10
Suisse: Politique tropicale	11
Nouvelles du BMF	12

Impressum

Tong Tana – Journal du Bruno-Manser-Fonds (BMF)
 Association pour les peuples de la forêt pluviale
 Heuberg 25, CH-4051 Bâle, Suisse
 Téléphone 061/261 94 74, Téléfax 061/261 94 73
 E-Mail: info@bmf.ch, Internet: http://www.bmf.ch
 Rédaction: John Künzli, H.R. Dietrich
 Auteurs: B. Manser (bm), J. Künzli (jk), J. Rudolf Dietrich (jrd),
 D. Koechlin (dk), M. Mettler (mm)
 Photos : B. Manser, J. Künzli, Penan, BMF
 Traductions: Robert Gogel (français), N. Widmer, J. Acheson (anglais)
 Tirage: 4700 (3000 en allemand, 1000 en français et 700 en anglais)
 Paraît trois fois par années
 Composition et impression: Gremper AG, Bâle
Et n'oubliez pas: Nous avons un urgent besoin de votre soutien financier. Merci de tout cœur!
 Pour les dons: Suisse:
 La Poste Suisse, Bâle CCP n° 40-5899-8
 Coop-Bank, CH-4002 Bâle, compte 421329.29.00.00-5
 France: La Poste, Strasbourg, CCP n° 2.604.59T
 Allemagne: Deutsche Bank, Lörrach (BLZ 683 700 34)
 compte 1678556

Soutenez les Penan – envoyez la lettre jointe en anglais au destinataire. Merci de tout cœur!

Des Penan interrompent blocus pour planter du riz

jk – En août 2000, plus d'une centaine de Penan semi-nomades des régions d'Apoah et de Tutoh (le long du fleuve Baram) ont dressé une barricade sur une route forestière, près de Long Kevok. Ils voulaient ainsi protester contre les coupes de bois effectuées sur leur territoire par les sociétés d'exploitation Rim-bunan Hijau, Shin Yang et Rawood.

Les discussions et les oppositions écrites n'ayant donné aucun résultat, les chefs de village ont été contraints de recourir à des méthodes plus spectaculaires. Les Penan reprochent à ces firmes d'abattre du bois dans leur forêt sans les avoir préalablement consultés, de porter atteinte à leurs vergers et leurs cimetières, et de refuser de s'acquitter de paiements compensatoires.

L'organisation locale **Sahabah Alam Malaysia (SAM – Friends of the Earth Malaysia)** redoute que ces entreprises engagent des bandes criminelles pour intimider les autochtones (comme ailleurs dans un passé récent) et demande au gouvernement de renoncer à faire intervenir la police aussi longtemps que les oppositions des Penan n'auront pas été correctement traitées.

La SAM exige du gouvernement qu'il change de politique en matière de gestion forestière et qu'il reconnaisse et protège enfin les droits territoriaux des autochtones. Elle demande en outre qu'ils aient le droit d'exploiter et de gérer eux-mêmes leurs ressources.

Selon la presse locale, la barricade, qui a fait l'objet d'un reportage de la télévision malaisienne, a été provisoirement enlevée le 27 août, **mais comme des pourparlers avec les entreprises concernées n'ont pas conduit à une solution, une nouvelle barricade peut être attendue vers la fin de septembre.** Simultanément, plus de 50 Penan de Belaga ont bloqué une desserte près du fleuve Linau pour arrêter les travaux d'une firme décidée à liquider leur forêt.

Le combat des Penan contre la destruction de leur forêt et pour la survie de leur identité culturelle a été rapporté par les médias du monde entier à la suite de leurs manifestations de protestation des années 1980-90. Plus de 700 Penan ont été arrêtés, maltraités et incarcérés. Leur situation est tellement désespérée qu'ils ne voient pas d'autre issue que l'édification (non-violente) de barricades pour se défendre contre le pillage sans scrupules de leurs ressources vitales.

Malgré la grande sympathie et le soutien que leur lutte suscite de par le monde, le gouvernement du Sarawak n'a pas réagi jusqu'ici à leurs requêtes.

SAM/diverses rapports du média malaisiens

Du développement? Non, du racket! Témoignages du Sarawak

jk – Le voici enfin, le rapport qui décrit les sentiments des Penan du Sarawak face à la destruction de leur forêt. Il rend compte d'une enquête menée en 1995 et 1999 dans plus de 15 communautés penan.

Ce qui est dit des Penan est contradictoire. Le gouvernement du Sarawak affirme qu'il n'y a aucun problème, qu'il s'occupe d'eux et qu'il a déjà réalisé beaucoup de projets en leur faveur. A l'opposé, les organisations de défense de l'environnement et des droits de l'homme rapportent que les Penan sont continuellement victimes de sanctions, de violences et d'arrestations arbitraires, que leurs droits sont bafoués, leur culture dénigrée. Tous leurs efforts pour clarifier la situation, négocier ou dénoncer les at-



Transport de bois stoppé par le Barrage des Penan de Long Kevok. août 2000

teintes qu'ils subissent sont systématiquement ignorés. **Il a paru judicieux d'envoyer une équipe d'enquêteurs dans la région du cours supérieur du Baram. Leur rapport dévoile les effets réels de l'industrie du bois (à la place du développement promis), les réactions policières à l'édification de barricades, la stagnation des programmes d'éducation et de santé, etc.** Il décrit aussi quatre procédures juridiques encore en suspens, dont une pour un décès vraisemblablement imputable à l'emploi de gaz lacrymogène et une autre pour le viol d'une jeune fille mineure.

Paru en anglais, le rapport «Not Development, but Theft – The Testimony of Penan Communities in Sarawak» peut être téléchargé (pdf-File, 743K, 65 pages) à l'adresse suivante: www.rengah.c2o.org.

IDEAL Time Sdn Bhd (Institut pour développement et mode de vie alternative)

Discussion en forêt

Extrait d'une discussion en 1999 dans la forêt du Sarawak

BMF: Ces dernières années, il y a eu beaucoup de fumée...

Laki Suti: La forêt du Kalimantan a brûlé! Il y avait tant de fumée, ici, qu'il faisait partout aussi sombre que la nuit!

BMF: Avez-vous eu peur?

Laki Suti: Nous avons eu très peur. La fumée était si épaisse que nous ne pouvions plus chercher de la nourriture. L'odeur était désagréable, la fumée irritait les yeux. Beaucoup d'entre nous avaient peur de ne plus jamais voir le soleil...

BMF: De telles catastrophes ont aussi des effets sur d'autres régions: la sécheresse, les tempêtes et les inondations se multiplient, et beaucoup de gens dans le monde redoutent que la situation s'aggrave quand votre forêt aura disparu...

Laki Suti: C'est comme ça! Quand, sur les surfaces déboisées, la pluie tombe directement au sol sans être freinée par le feuillage, les cours d'eau sont très vite en crue et charrient beaucoup de matériaux. Nous savons combien il importe de défendre la forêt. Elle est vitale pour nous. Nous avons besoin de toutes ces rivières qui ont encore de l'eau claire. Mais elles ne seront préservées que si Taib Mahmud les protège, si le gouvernement aide les Penan. Si Taib Mahmud signe, nous pourrions vivre. Mais nous ne voulons pas d'argent – pas même beaucoup d'argent! Notre terre est notre vie. Ce sont les poissons, les sangliers, les cerfs, les fruits et les sagoutiers qui nous font vivre! Nous ne voulons pas d'argent, nous voulons notre terre et notre forêt!

BMF: On vous a donc proposé de l'argent?

Libai: Dans notre hutte, près de l'embouchure de la Rayah, nous avons reçu la visite de deux responsables de la compagnie, Sin et Tsu. Ils nous ont dit de venir à une réunion. Mon frère et toute la parenté avec les enfants nous ont suivis jusqu'au grand pont. Mais à partir de là, les deux managers n'ont voulu emmener que mon mari et moi. Dans leur voiture, nous sommes allés jusqu'à la bifurcation vers Long Sulung. Alors, ils nous ont dit: «Écoutez, vous deux, nous voulons travailler ici. Si vous êtes d'accord, nous vous donnons 2000 dollars malaisiens – mais seulement à vous deux, ne le racontez surtout à personne!» Abu, mon mari, a répondu: «A nous? Pourquoi accepterions-nous de l'argent? Notre forêt nous offre bien davantage!»



«C'est comme si vous nous dépeciez, moi, mes enfants et les enfants de mes enfants!»

Alors, ils ajoutèrent: «Attendez, nous vous donnons 5000 dollars...» Mais Abu refusa. Quand les deux managers nous eurent même proposé 50'000 dollars pour travailler dans notre forêt, Abu lança: «Je dis: non! Si vous voulez nous faire des cadeaux, attendez ici: je vais chercher Along et toute notre parenté dans la forêt et au village pour que vous puissiez nous donner 50'000 dollars par mois, à chacun d'entre nous! Mais même si vous nous offrez deux millions de dollars, ce n'est pas une bonne affaire pour nous. La forêt nous fournit la nourriture, mais votre argent serait vite dépensé. Nous ne pouvons pas vivre dans un pays détruit. C'est comme si vous nous dépeciez, moi, mes enfants et les enfants de mes enfants!»

Abu: Oui, ça s'est passé ainsi. Certains chefs ont accepté de telles offres, mais leur cœur n'était pas franc. Le cœur du peuple est différent. A Sin et à Tsu, nous avons dit: «Réfléchissez: vous n'êtes ici que pour peu de temps. Vous avez une belle maison alors que la nôtre n'est qu'une porcherie, un poulailler! Vous ne

vivez ici que peu de temps, puis vous partez; mais moi, je dois rester jusqu'à ma mort dans ce pays détruit! Si je suis malade, ce n'est pas parce que je chasse des cerfs et des sangliers et d'autres animaux dans la forêt, c'est parce que vous m'avez enfermé en prison! Moi-même, j'avais déjà bloqué vos accès à l'époque, et aujourd'hui encore, je ne vous permets pas de travailler dans notre forêt. Nous ne vous avons pas demandé de venir et n'attendons rien de vous. Mais vous ne nous comprenez pas, parce que vous n'avez pas de cerveau et pas d'oreilles!»

BMF: Nous nous efforçons d'informer le monde sur votre lutte pour défendre votre forêt, et nous espérons que le gouvernement de Malaisie protégera alors vos terres...

Laki Suti: Oui, si le Japon et tous les pays dont je ne connais pas le nom n'achètent plus de bois, les sociétés d'exploitation cesseront leur travail, que ce soit dans la région de Baram, celle de Tutoh ou celle de Limbang. Mais aussi longtemps qu'ils pourront vendre leur bois à bon prix, ils continueront. Ils ne cesseront



Développement selon Taib Mahmud: L'érosion pollue les eaux, réduit le stock de poissons et rend impossible la production du sago, la ressource principale des Penan

«Le gouvernement de Taib Mahmud ne sait pas ce qui nous arrive, ou ne veut pas savoir.»



que le jour où plus personne n'achètera le bois de nos forêts. Mais même cela ne mettra pas fin à nos grands soucis. Nous avons entendu dire qu'ici, à Baram, il est prévu de créer de vastes plantations de palmiers à huile et d'arbres à papier. Et nous avons aussi entendu que les Penan sans carte d'identité pourront être simplement abattus. Après quoi, ils planteront leurs palmiers à huile et leurs acacias. Les compagnies cherchent à nous corrompre ou à nous chasser par la force, et le gouvernement ne fait rien pour nous aider. Le chef ministre Taib Mahmud et tout son gouvernement vivent en ville, ils ne pensent pas aux zones sourcières. Ils vivent en aval et envoient leurs sociétés d'exploitation et leurs esclaves pour détruire notre pays ici, dans les zones sourcières. Regardez comme ils bouleversent le paysage avec leurs bulldozers, observez leur comportement! Ils tuent les habitants des zones sourcières pendant que le gouvernement continue de siéger dans ses bureaux!

Uian: Le gouvernement de Taib Mahmud ne sait pas ce qui nous arrive, ou ne veut pas savoir. Des gens, très loin d'ici, aimeraient nous aider, mais Taib Mahmud – si puissant dans notre pays – ne sait pas s'occuper de nous. Je suis Uian, fils de Ngang, et je m'adresse ici à Taib Mahmud: notre voix ne doit pas te laisser indifférent, soutiens-nous! Beaucoup de gens te connaissent mais nous ne te connaissons pas, parce que tu n'as pas montré une politique claire, jusqu'ici, et que tu ne nous soutiens pas. Et aussi l'aide proposée par Laki Penan (Bruno Manser, ndlr) pour réparer nos dents: pourquoi cette aide ne vient-elle pas jusqu'à nous? Nous te demandons d'accepter son offre. Nous ne te connaissons que quand tu nous aideras!

Initiatives prises par les indigènes du Sarawak

Notre pays, notre culture, notre patrimoine

jk – Lorsque, le 24 juillet dernier, le directeur du WWF Malaisie posa au **premier ministre Mahathir Mohamad** des questions sur la protection de l'environnement et le développement durable, il répondit: **«Ne soyons pas fanatiques comme ce Suisse** qui soutient que les Penan doivent continuer à chasser et à manger des singes, sans vivre longtemps. Au lieu de leur offrir une vie meilleure en leur proposant une formation, il voudrait qu'ils conservent leur mode de vie traditionnel. Supposons que les Suisses vivent encore comme au temps des hommes des cavernes: je ne crois pas qu'ils apprécieraient que des gens civilisés leur demandent de rester dans leurs grottes pour conserver leur culture primitive.»

The Star, juillet 2000

Cette optique est celle de la Malaisie officielle, qui n'en a pas d'autre. Il subsiste cependant une autre Malaisie, réprimée et sans existence officielle, celle du peuple des Penan, dans l'Etat du Sarawak. Et cette autre Malaisie, désespérée, demande à Bruno Manser et à l'ensemble de la communauté internationale de la soutenir contre la Malaisie officielle, et de la sauver. L'appel à l'aide des Penan et des autres peuples originels ne reste pas seulement ignoré du Sarawak officiel et de la Malaisie, il est aussi démenti, bien que la communauté internationale l'ait entendu très clairement depuis des décennies.

Le gouvernement du Sarawak conteste les droits légitimes des autochtones et ignore leurs requêtes, leurs oppositions et leurs plaintes – le plus souvent liées à la question des droits territoriaux – déposées depuis plus de 20 ans devant les instances responsables. C'est dans ces conditions que le gouvernement du chef ministre Taib Mahmud (au pouvoir depuis le même laps de temps) demande aux peuples autochtones de se développer. **Mais dans les coupes rases ne croissent pas que les palmiers à huile et les arbres à papier. Il y a aussi la résistance:**

Le 28 avril dernier, les chefs de 10 villages penan de deux régions (Apohtutuh et Akah/Patah) ont écrit au Département des forêts pour protester contre le fait que plusieurs de ses équipes travaillent sur leurs terres sans les avoir contactés ou informés au préalable. Ils demandent l'arrêt immédiat de ces travaux liés au projet gouvernemental de création d'une «Forest Reserve» dans cette région. Les Penan se plaignent que toutes les oppositions formulées contre ce projet sont restées sans réponse depuis sa présentation officielle en 1998, et que leurs revendications territoriales, pourtant validées, restent également ignorées du gouvernement. *SAM/www.malaysiakini.com*



«Notre pays, notre culture, notre patrimoine»: Les peuples Dayak de Borneo.

(Dans une «Forest Reserve» ou une «Protected Forest», les autochtones n'ont plus aucun droit, ce qui permet au gouvernement d'accorder plus facilement des concessions pour l'exploitation du bois ou pour des plantations. Comme l'ont démontré les investigations de l'organisation non gouvernementale Sahabat Alam Malaysia (SAM), de telles concessions ont été délivrées dans pratiquement toutes les régions et réserves de ce type au Sarawak).

SAM/www.malaysiakini.com

Du 20 au 22 juin 2000, une conférence annuelle de l'UNESCO s'est tenue au parc national de Mulu.

A cette occasion, la Malaisie a demandé l'admission de ce parc national dans la liste des sites du Patrimoine mondial de l'UNESCO. Parallèlement à cette conférence internationale, l'organisation locale **Borneo Resources Institute (BRIMAS)**, dont le siège est à Miri, a organisé une réunion de travail à laquelle ont participé une trentaine de Penan et de Berawan vivant près du parc national. Dans une déclaration commune, ils ont rappelé le long conflit opposant les Dayak au gouvernement du Sarawak. Ils ont rendu les participants à la conférence de l'UNESCO attentifs au danger que l'attribution du statut de site du Patrimoine mondial au parc national de Mulu restreindrait encore leurs droits en tant que premiers habitants de la région. Ils exigent du gouvernement du Sarawak qu'il respecte leurs droits et les protège, et demandent à la communauté internationale de les soutenir. *BRIMAS, IDEAL*

Le 3 juillet, après un voyage très fatigant, les chefs de deux groupes nomades (Along Segak, Melai Beluok, Sayak Magut, Seng Megut et Selai Segak) ont transmis un pressant appel au chef ministre du Sarawak. Along Segak: «Nous voulons être traités comme tous les autres citoyens de ce magnifique pays. Nous ne méritons pas d'être foulés au pied, nous voulons vivre dignement. Nous avons besoin de compassion, pas de pitié! Nous avons entendu dire que le gouvernement attribue même des territoires à des animaux. Pourquoi pas aussi à des êtres humains

comme nous? Nous aussi voulons survivre. Nous sommes tous des créatures de Dieu. Je ne crois pas que Dieu a créé la forêt et ses ressources uniquement pour les sociétés d'exploitation du bois. Tous nos ancêtres sont nés dans la forêt, ont grandi dans la forêt, y ont vécu, sont morts et ont été enterrés dans la forêt. La forêt est notre cadre de vie et notre mère-nourricière. Nous en appelons sincèrement au bon sens du gouvernement: qu'il donne suite à notre requête.»
SAM/The Star juin 2000

Along Segak et ses compagnons
Ba'Ureu
Ulu Limbang
Limbang

Message envoyé par courrier exprès le 3 juillet 2000

YAB Tan Sri Datuk Patinggi (Dr.) Haji Abdul Taib Bin Mahmud
Chief Minister
Wisma Pelita, Petra Jaya
Kuching, Sarawak, Malaysia

Concerne: Appel pressant pour une interdiction immédiate des coupes de bois à Sungai Ureu et Ulu Madiit (Ulu Limbang), ainsi qu'à Ulu Magoh (Tutoh), Baram

Monsieur le Chief Minister

Au nom des Penan de Sungai Ureu/Ulu Limbang et Ulu Magoh/Tutoh, nous vous demandons d'agir le plus rapidement possible pour que cesse toute coupe de bois dans ces régions.

Nous nous adressons à vous pour les raisons suivantes:

1. Tous les habitants de Sungai Ureu (Ulu Limbang) et des régions d'Ulu Magoh et de Tutoh mènent une vie nomade. Notre survie dépend entièrement de la forêt et de ses ressources.
2. Les forêts situées autour de celles que nous habitons actuellement ont déjà été abattues et nous avons pu constater de nos propres yeux les effets de cette destruction.
3. Les régions de Sungai Ureu et de Sungai Batu sont les seules où les ressources forestières, vitales pour nous, existent encore en quantité suffisante.
4. Le gouvernement déclare que nous, les Penan, devons changer notre mode de vie, afin que nous ne soyons plus dépendants de la forêt et de ses ressources. Il est clair que nous ne pouvons pas nous soustraire aux changements qui caractérisent cette époque. Mais c'est précisément pour cela que nous avons absolument besoin du soutien et de la protection du gouvernement. Notre requête la plus importante et la plus urgente est l'attribution de zones forestières suffisamment vastes pour assurer notre survie, aussi longtemps que nous chercherons à comprendre un mode de vie censé être supérieur au nôtre et à nous y adapter.
5. Les zones forestières dont nous demandons la protection nous permettent de vivre depuis des générations en accord avec nos coutumes, notre culture et nos traditions. De ce fait, nous estimons avoir des droits légitimes sur ces régions, conformément aux «droits territoriaux et coutumiers des autochtones» (Native Customary Rights, NCR). Le gouvernement devrait donc respecter et protéger ces droits.
6. Les dispositions des autorités forestières du Sarawak prévoient que les peuples autochtones ont le droit de demander la protection de forêts vitales pour eux, et que l'autorité compétente a le devoir d'étudier ces demandes. Or, à ce jour, les requêtes que nous avons présentées depuis les années 1980 sont restées sans réponse: nous ignorons même si elles ont jamais été examinées.

Nous vous prions donc instamment, vous et votre gouvernement, de comprendre notre situation et d'accepter notre demande.

C'est dans l'espoir d'être compris que nous avons entrepris le long déplacement d'Ulu Limbang et d'Ulu Magoh jusqu'ici. Si, à l'avenir, la déforestation restait tolérée, cela signifierait que les droits et la vie des Penan ne sont pas assez bien protégés – contrairement à vos instructions.

Nous réitérons notre demande de protection. Avec nos salutations empressées

Along Segak, Melai Beluok, Seng Megut, Selai Segak, Sayak Magut





Les fruits des méranti et d'autres arbres de la famille des Diptero-carpaceae qui sont commercialisés au niveau international sont une nourriture importante des sangliers.

Nouvelles

Coupes de bois illégales et contrebande à Bornéo

jrd – Le Département des forêts du Sarawak a annoncé des mesures énergiques contre les coupes de bois illégales. Il a communiqué que la valeur du bois confisqué au Sarawak entre le début de l'année 1999 et le mois d'avril 2000 s'est élevé à 4,5 millions de ringgits (env. 2 millions de francs suisses). La région la plus touchée est celle de Bintulu (y compris le parc national de Similajau). Toutefois, la plus grande partie du bois illicite ne provient pas du Sarawak, mais du Kalimantan (Indonésie). En juin 2000, la police indonésienne a saisi des véhicules lourds et appréhendé plusieurs citoyens du Sarawak prévenus de contrebande de bois provenant du Kalimantan occidental. En mai déjà, Suripito, secrétaire général du Ministère indonésien des forêts et des plantations, avait affirmé que l'armée de Malaisie protégeait les trafiquants – accusation immédiatement rejetée par le ministre de la défense Najib Tun Razak, qui souligna que l'armée de son pays n'était nullement impliquée dans la contrebande de bois...

Diverses rapports du média malaisien

jk – James Wong, Ministre de l'environnement et de la santé, propriétaire du groupe bûcheron Limbang Trading, se dit préoccupé de la diminution rapide du gibier au Sarawak – spécialement des cerfs et des sangliers. Il met directement en cause l'ouverture de dessertes sylvicoles dans l'intérieur du pays. Pour mettre fin au braconnage, il a nommé 53 bûcherons «gardes-faune bénévoles». Ces «yeux et oreilles du gouvernement» sont chargés de veiller à la conservation de la flore et de la faune dans leur zone d'activité. A la suite de la publication des premières statistiques de l'an 2000 (saisie de 20'000 m3 de bois illicite au cours du premier trimestre contre 30'000 m3 pour l'ensemble de l'année 1999), ces gardes viennent de se voir

confier une tâche supplémentaire: signaler les coupes illégales... *Sarawak Tribune, juin 2000.*

Il est vrai que surveiller la faune devient inutile quand la forêt a disparu. De même, le Ministère des ressources a renoncé à établir un rapport d'impact sur l'environnement (pourtant prescrit par la loi) pour un projet de plantation du district de Bintulu (2000 km² de production de bois pour l'industrie du papier, en territoire penan): la région étant en grande partie déboisée, une étude d'impact représenterait une dépense inutile. Les essences plantées – des variétés étrangères et génétiquement modifiées – serviront à l'exportation de cellulose et de papier. *Borneo Post, mai 2000.*

Dr Judson membre du parti gouvernemental, s'est plaint devant le Parlement de la persistance, dans son fief électoral de Ba'Kelalan, des litiges portant sur les droits territoriaux, malgré la sédentarisation, dans 12 villages, de Penan précédemment nomades. Judson a mis en cause la politique gouvernementale, qui ne reconnaît ces droits que pour les terrains cultivés. Comme les Penan pratiquaient le nomadisme en forêt, toutes leurs requêtes sont systématiquement rejetées. *Sarawak Tribune, mai 2000*

Les Penan ne sont pas les seuls à être durablement en conflit avec le gouvernement. **Les Iban aussi sont de plus en plus emportés par le tourbillon du développement:**

Leurs recours étant restés sans effets et un autel consacré à leurs esprits ayant été détruit, des membres de huit longues maisons ont rendu impraticable, à **mi-avril**, un tronçon de voie ferrée utilisé par les firmes **Alwayfield Sdn** et **Novelpac Sdn** pour le transport de troncs abattus sans autorisation sur territoire iban. Ce déboisement a pour but de libérer la place nécessaire à une plantation de palmiers à huile. Par ailleurs, **début juillet**, des Iban ont bloqué trois routes d'accès aux zones d'exploitation dans la région de Mujong et arrêté les camions chargés de bois de leur forêt. **Puis début août**, les habitants de trois longues maisons iban se sont emparés des bulldozers d'une société de production d'huile de palme, qui travaillait sans autorisation sur leur domaine.

A **mi-septembre**, un tribunal devrait traiter de la plainte que des Iban de six longues maisons ont déposée contre la police et la Police-Field-Force paramilitaire, accusées d'arrestations abusives, de poursuites judiciaires arbitraires et de détentions injustifiées.

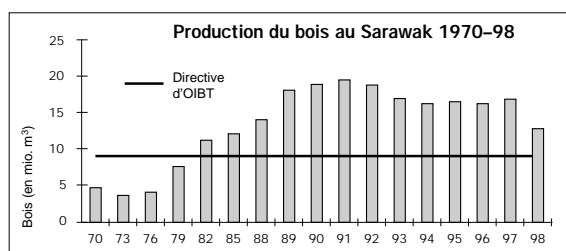
Enfin, le procès intenté aux 19 Iban emprisonnés depuis un an devrait se dérouler à **la fin de cette année**. Ils sont accusés d'avoir participé à l'assassinat de quatre employés de plantations.

Sarawak Tribune, juillet 2000/New Straits Times, mai 2000/BRIMAS: www1.50meqs.com/brimas

Commerce oui – mais sans droits de l'homme et protection de l'environnement

jk – Sur la base des recommandations de l'ITTO, l'organisation **IDEAL du Sarawak (Institute for Development and Alternative Lifestyle)** exige que le quota d'exploitation du bois fixé en 1990 (maximum annuel de 9,2 millions de m³) soit revu. En effet, le volume de bois réellement abattu est de 60 à 70% supérieur, et la surface forestière qui a servi de base de calcul à l'ITTO est maintenant fortement réduite.

www.rengah.c2o.org



L'organisation internationale des bois tropicaux (ITTO) a été fondée en 1983. Son but: une commercialisation de bois tropicaux limitée, dès l'an 2000, aux bois produits selon des critères écologiques et sociaux. Donc, le bois tropical qui ne correspond pas aux directives de l'ITTO ne devrait plus avoir accès au marché international. Or, le 4 mai de cette année, les **autorités forestières du Sarawak ont communiqué que les prescriptions de l'ITTO seraient respectées avant 2015**. Elles espèrent toutefois démontrer que le Sarawak ne ménage pas ses efforts pour une gestion durable des forêts en reboisant au moyen d'essences à croissance rapide, en créant une réserve de gibier et en évacuant le bois par hélicoptère.

Mais il faut savoir que la «reforestation» consiste en plantations d'arbres à papier (des acacias d'origine étrangère), que la création de la zone protégée est financée par la Suisse et le Japon, et que les hélicoptères ne volent plus depuis longtemps pour des raisons financières. Changement de ton le 13 juillet dernier, quand le **directeur du Département des forêts concède le caractère préoccupant de la situation des forêts primaires au Sarawak. Il estime que toutes ces forêts auront été exploitées dans 10 à 20 ans** et que le Sarawak dépendra alors uniquement de ses plantations et importations de bois. Le reboisement avec des essences indigènes telles que le **méranti** et le **kapur** est très problématique, faute de semences – ces arbres ne fructifient que tous les 3 à 5 ans (que seulement tous les 6 à 7 ans, d'après les observations de Bruno Manser). Pour cette raison, et parce que la grande majorité de la destruction des forêts en Malaisie est bien connue, la **Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)** – signée par la

plupart des pays membres de l'ITTO – veut ajouter le **ramin** et le **merbau** comme espèces en danger ou menacées d'extinction, et restreindre le commerce avec ces espèces de bois. Alerté, le président de l'**Organisation Malaise de Bois (MTO)** a incité ses membres à conseiller aux représentants malais aux réunions CITES de prendre garde que le bois malais ne soit pas déclaré comme menacé. Au sujet de la certification du bois, ce même président a dit que les mouvements environnementaux dans les pays européens avaient forcé beaucoup d'importateurs de bois malais à exiger la certification, même s'il n'était pas évident que les consommateurs en fin de compte la demandaient vraiment.. «Quiconque veut la certification du bois, doit comprendre que personne n'est prêt à payer plus cher le bois certifié. Aussi risque-t-on de donner de mauvaises indications à nos producteurs», a-t-il dit. *New Straits Times*, mai 2000/*The Star*, juillet 2000



Des milliers de troncs d'arbres. Après des heures de recherche dans le gigantesque camp près de Tanjung Redeb (Ouest de Kalimantan/Indonésie), nous n'avons trouvé qu'un seul et unique tronc kapur. Avril 2000

Le **Sabah** (autre Etat malaisien de l'île de Bornéo) a aussi demandé une prolongation du délai d'application des directives de l'ITTO lors d'une conférence de l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)**. Le non-respect des directives de l'ITTO n'entraînera guère de conséquences dans cet Etat déjà pratiquement déboisé, a estimé un ministre. Néanmoins, il faudrait empêcher une discrimination de ses produits pour cause de non-conformité écologique et sociale. C'est pourquoi la Malaisie veut empêcher par tous les moyens, dans le cadre de l'OMC, la prise en compte de ces aspects dans la réglementation du marché international. Le développement durable, les critères écologiques et sociaux n'ont rien à voir avec le commerce, a affirmé le ministre du commerce et de l'industrie Datuk Choo Ting en mai de cette année. *New Straits Times*, mai 2000/*Bernama*, juillet 2000

Une étude sur la forêt pluviale édulcorée par le WWF et l'UE

jrd – L'organisation de protection de l'environnement «World Wide Fund for Nature» (WWF) et la Commission européenne ont gardé le silence durant près de trois ans sur les résultats explosifs d'une étude sur la destruction des forêts tropicales par des multinationales du bois. Les investigations portaient sur l'augmentation très rapide de l'engagement de groupes asiatiques en Afrique ainsi que dans les Caraïbes et les terres du Pacifique Sud. Il s'agit surtout de firmes malaisiennes à la recherche de nouvelles ressources forestières à exploiter, les forêts du Sarawak étant détruites à plus de 60% et celles du Sabah dans leur presque totalité.

L'étude, réalisée par le WWF et le «World Resources Institute» (WRI – Washington), montre que ce transfert d'activités a pour conséquences une recrudescence du pillage de forêts primaires, de nouvelles violations des droits des indigènes et une recrudescence de la corruption. Les sociétés asiatiques s'installent de préférence dans des pays à fortes réserves de

Rimbunan Hijau, une des plus grandes et irresponsables compagnies de déboisement du monde, fêtait son 25e anniversaire d'existence en mai 2000. Les concessions de cette multinationale sont marquées sur la carte mondiale.



bois, à législation peu sévère en matière sociale et environnementale, et à capacité de surveillance réduite. Très ébranlés par les résultats, les auteurs de l'étude – Nigel Sizer et Dominiek Plouvier – recommandèrent d'instaurer un **moratoire sur les investissements dans onze des pays concernés (dont le Cameroun, le Gabon, le Surinam, la Papouasie Nouvelle-Guinée et les îles Salomon)**, jusqu'à ce que les cas de corruption les plus scandaleux soient sanctionnés et que soient appliquées des normes minimales de protection de l'environnement. Sans mesures efficaces, précisèrent les auteurs, une grande partie de la forêt primaire des Caraïbes, d'Afrique centrale et d'Océanie disparaîtrait dans les 5 à 10 ans.

Le rapport d'étude cite les noms de firmes qui auraient fréquemment obtenu des accès à des forêts pluviales en



La où se trouve WTK, il y a des problèmes.

usant de corruption et d'intimidation. En même temps, il livre un tableau détaillé des sociétés à l'œuvre dans les divers pays. Au total, les noms de plus d'une centaine de firmes sont mentionnés, parmi lesquelles les sociétés malaisiennes **WTK** et **Rimbunan Hijau**. Le rapport reproche en outre à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International de contraindre certains Etats à vendre rapidement leurs bois précieux (donc de détruire leurs forêts) pour le paiement de dettes contractées dans les pays occidentaux. Dans sa version initiale, le rapport préconise aussi l'exploitation de produits alternatifs à la place du bois et suggère que les pays d'origine des sociétés actives à l'étranger (Allemagne, France, Indonésie, Malaisie, Corée du Sud, etc.) légifèrent, afin de pouvoir réprimer aussi la corruption quand elle se produit dans d'autres Etats. La première version du rapport (1997) porte le sceau «strictement confidentiel». Au lieu de tirer immédiatement des leçons de ce résultat alarmant, le commanditaire (la Commission Européenne) a demandé que les noms des firmes coupables soient retirés. Nigel Sizer estima que c'était une erreur, les informations livrées étant parfaitement sûres. Malgré cela, le rapport ne fut pas publié, le WWF et la CE craignant – selon leurs propres dires – les plaintes de firmes et de gouvernements asiatiques qui, selon le rapport, seraient mêlés à des cas de corruption. En 1999, la CE accepta de publier une version moins explosive du rapport, mais le WWF s'y opposa. Selon le «Guardian» (journal britannique), l'organisation **redoutait que certains des pays critiqués (par ex. la Malaisie) ne ferment les bureaux locaux du WWF**. En outre, l'organisation paraît contrainte de collaborer avec certaines sociétés d'exploitation, afin de contribuer à la promotion des principes du Forest Stewardship Council (FSC) dans les régions tropicales. Un changement de stratégie tel que celui préconisé par le rapport serait certainement difficile à expliquer aux donateurs...

Une version encore plus édulcorée du rapport fut finalement publiée en juin 2000. Principale différence par rapport à la première version: la disparition des noms des entreprises. Dommage, car dans le texte initial, le **groupe malaisien «Rimbunan Hijau»** essayait de sévères critiques.

Oui aux droits de l'homme et protection de la nature – mais pas des actions?

jk – En Suisse, le **secrétariat d'Etat à l'économie (seco)**, responsable de notre affiliation à l'ITTO, a donc bien fait de soumettre sa «politique des bois tropicaux» à un groupe d'experts. Le rapport d'expertise indique qu'une nouvelle stratégie sera élaborée d'ici à fin 2000. C'est une bonne chose, car la position défendue jusqu'ici par le seco («un commerce international fort renforce la conservation de la forêt», «la demande en bois de feu est responsable de la disparition des forêts tropicales») a favorisé dans le monde entier le pillage des dernières forêts vierges. Aujourd'hui encore, la Suisse importe sans restrictions le bois qui provient de ces forêts. Le seco ne reste pas seulement les bras croisés: en refusant d'imposer une déclaration obligatoire d'essence et d'origine, il empêche toute amélioration. Et ceci bien qu'en 1994 déjà, 81% des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage représentatif ont voté en faveur d'une telle mesure. Dans un autre sondage effectué pour le compte de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) **même 93% des interrogées se soient déclarées en faveur d'une interdiction générale d'importation de bois tropicaux provenant de la pillage de les dernières forêts primaires**, et que 75% d'entre elles se soient dites prêts à payer davantage pour du bois suisse que pour du bois importé. L'OFEFP, contrairement au seco, a reconnu que les forêts primaires ne seront pas mieux protégées par un renforcement de l'activité commerciale, mais que «le recours plus fréquent à du bois indigène contribue à ménager les forêts pas encore soumises à une gestion durable».

Quand des contrats peuvent être rompus sans conséquences (que ce soit dans le cadre de l'ITTO, de l'ONU, de la CITES ou de la législation nationale), quand la politique intérieure est contredite par la politique extérieure et la volonté populaire négligée, la recherche d'un développement socialement et écologiquement supportable n'est que vain bavardage. Si le seco ne veut pas perdre sa crédibilité devant la société civile qui le mandate, des mesures de politique économique et commerciale doivent être prises maintenant – **par exemple l'institution d'un moratoire sur les importations de bois de Malaisie, du Cameroun, du Gabon, du Surinam et de Papouasie Nouvelle-Guinée.**

La motion «visant à instituer une déclaration obligatoire pour le bois et les produits en bois» a franchi le premier obstacle

jrd – Contre la volonté du ministre de l'économie Pascal Couchepin, le Conseil National, dans sa séance du 15 juin 2000, a accepté par 72 voix contre 57 la motion 99.3542 de Christoph Eymann (Parti Libéral, BS).

Il s'est ainsi prononcé pour la transparence dans le commerce international du bois.

L'introduction d'une déclaration obligatoire pour le bois et les produits en bois est demandée depuis des années par les associations de protection de l'environnement et de défense des consommateurs (et évidemment par le BMF!). Seule la mention du pays d'origine et de l'essence permet aux consommateurs sensibilisés d'effectuer des achats sélectifs, respectueux d'exigences sociales et environnementales.

L'étiquetage de ces produits rend possible de renoncer au bois des forêts primaires (par ex. de Malaisie) au profit de celui de forêts à gestion durable (par ex. de Suisse).

Il faut maintenant qu'un membre du Conseil des Etats défend la motion dans le même sens. Si elle est adoptée, le Conseil Fédéral sera enfin contraint d'élaborer un projet de loi sur l'étiquetage obligatoire du bois et des produits en bois. Nous espérons que le Conseil des Etats, qui s'était déjà prononcé en 1993 dans ce sens (motion Simmen), prendra rapidement une décision en faveur de la protection des dernières forêts intactes de la planète!

Vous pouvez contribuer à un traitement rapide de ce dossier en prenant contact avec un(e) représentant(e) de votre canton au Conseil des Etats. Le BMF vous fournit volontiers la documentation nécessaire.

De nouvelles communes renoncent au bois des forêts primaires

jk – Après les récentes décisions de Bachenbülach (ZH), Cernier (NE), Brittnau et Villmergen (AG), Aigle et La Tour-de-Peilz (VD), ce sont au total 278 villes et villages qui ont renoncé au bois des forêts primaires dans les constructions officielles. Par une décision identique, le canton de St-Gall est devenu le septième canton à s'engager dans le même sens.

Approchez, vous aussi, votre commune de domicile pour qu'elle participe à la protection de ces forêts. Le BMF se tient à votre disposition pour vous documenter et répondre à vos questions. Merci!

Lorsque les gros arbres sont coupés, le reste est transformé en papier et panneau pour le marché international: Bateau chez Samarinda, Kalimantan/Indonésie, avril 2000





Un concert au profit du BMF

jrd/mm – La recette d'un **concert d'orgue** donné le 25 juin 2000 dans la «Kreuzkirche» de Zurich-Hottingen a été versée au BMF. Conçu par l'organiste **Markus Braun**, le programme était basé sur le livre de l'écrivain américain Henry David Thoreau «Walden ou la vie dans les bois». Des extraits de l'ouvrage ont été lus par Annemarie Duttweiler. La partie musicale était assurée par la soprano Simona Ryser, un chœur de dames, le saxophoniste Ruedi Pfister et l'organiste Markus Braun. La collecte a rapporté la très coquette somme de Fr. 645.60. Nous remercions très sincèrement tous ceux qui ont contribué au succès de ce concert.

Des enfants se dévouent pour la forêt pluviale

dk – Le samedi 12 août 2000, des **enfants ont présenté un spectacle en faveur de la forêt pluviale** sur le «Barfüsserplatz» à Bâle. La manifestation, initiée

par quelques enfants âgés de 5 à 10 ans (Clara et ses amies), fut organisée par la mère de Clara avec le concours du BMF. Les enfants imaginèrent un conte de la forêt pluviale. Ils le dessinèrent et voulurent le «jouer» sur une place publique. Le conte narre l'histoire d'un petit singe, d'un toucan, de deux grenouilles, d'une petite fille de la forêt pluviale, d'un papillon et de la pluie. Ils se rencontrent dans la forêt vierge et décident de s'entraider. A la fin, ils constatent avec effroi que les hommes détruisent leur forêt. Alors, ils appellent tous les enfants du monde à former une chaîne autour de la forêt pluviale pour la protéger. Joué après de semaines de répétitions, le spectacle fut très réussi. A la fin de la représentation, la version imprimée du conte fut vendue par les enfants.

La classe d'école 3B du collège Hebel, à Riehen, a soutenu la manifestation en vendant des pâtisseries et des boissons, et en jouant un morceau intitulé «Rythmes de la jungle» sur des instruments fabriqués par les élèves eux-mêmes. De plus, un tir à la sarbacane, un concours de ballons, une jungle gonflable, des informations sur la forêt pluviale et une représentation du cirque de quartier du Bruderholz (avec ses jongleurs et acrobates) contribuèrent à la réussite de cette manifestation d'un torride après-midi d'août.

Elle rapporta au BMF un peu plus de 2500 francs. Un très grand merci à tous les participants, en particulier aux enfants pour leur engagement, mais aussi à tous ceux qui ont apporté une aide personnelle (K. Puhlmann, L. Schönfelder et beaucoup d'autres), pratique (le théâtre pour l'estrade) et financière (firmes Birkhäuser, Bonvicini, The Body Shop et donateurs privés).

Les enfants pour la forêt tropicale: Celui qui comprend et n'agit pas, n'a pas compris!

